

Déclaration des élus d'Itsasu Herria Bai au conseil municipal du 28 mai 2018

Le rejet par la Cour d'Appel Administrative de Bordeaux semble clore l'affaire Balaki. Les choses sont claires la délibération concernant l'achat du trinquet est illégale. Fermez le ban !

Alors, comme toujours, des âmes charitables et bien intentionnées veulent faire retomber la responsabilité de ce fiasco sur les élus d'Itsasu Herria Bai...c'est évident, quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage.

Nous, élus d'Itsasu Herria Bai, n'avons pas peur de nos responsabilités, oui nous avons demandé, comme d'autres itsasuar aux services de l'état de contrôler la légalité de la délibération du conseil municipal, non nous ne le regrettons pas, oui si c'était à refaire nous le referions.

Nous ne reviendrons pas sur les péripéties de cette affaire, mais le Maire par son attitude intransigeante, par son entêtement absurde, et Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux de sa majorité par votre refus systématique, et ce malgré toutes nos propositions, de travailler collectivement un projet concernant ce site et de renégocier avec Monsieur Neys qui semblait y être prêt, (vous) avez creusé, la tombe d'un éventuel projet répondant aux véritables attentes des villageois.

Relisez les comptes-rendus des différents conseils municipaux traitant de l'affaire, relisez les attendus des différents jugements, relisez les différentes informations et les articles que nous avons publiés sur notre site www.itsasuherribai.org. Tout est écrit.

Nous n'avons certainement pas la même vision de la gestion d'une commune, ni le même souci de l'intérêt général. Et dans cette affaire comme dans d'autres passées et qui ne vont pas manquer de venir nous tentons de prendre soin de l'utilisation des fonds issus des poches de tous. Un projet quel qu'il soit mérite d'être précis, chiffré, expliqué, il doit correspondre à une nécessité pertinente. Pour Balaki ce fut tout le contraire.